

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 janvier 2014

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET FORÊT - (N° 1639)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 1626

présenté par

M. Sauvadet, M. Benoit, M. Borloo, M. de Courson, M. Demilly, M. Favennec, M. Folliot, M. Fritch, M. Fromantin, M. Gomes, M. Meyer Habib, M. Hillmeyer, M. Jégo, M. Jean-Christophe Lagarde, Mme Sonia Lagarde, M. Maurice Leroy, M. Morin, M. Pancher, M. Piron, M. Reynier, M. Richard, M. Rochebloine, M. Salles, M. Santini, M. Tahuaitu, M. Tuaiva, M. Vercamer, M. Philippe Vigier, M. Villain et M. Zumkeller

ARTICLE 18

Compléter cet article par les trois alinéas suivants :

« III. – Le premier alinéa de l'article L. 113-2 du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

« 1° À la fin de la première phrase, les mots : « et saisonnière » sont supprimés ;

« 2° Après la même phrase, sont insérées deux phrases ainsi rédigées : « Il fait partie du patrimoine des êtres humains. Sa sauvegarde contre l'ensauvagement est d'intérêt général. ». ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'ensauvagement des territoires pastoraux, décidé contre l'avis des acteurs économiques et sociaux des espaces concernés, menace les activités humaines, les équilibres naturels et, à terme, le développement durable.

Ces systèmes agro-pastoraux sont plébiscités par nos concitoyens. Certains territoires sont déjà inscrits au patrimoine mondial de l'humanité (Les Causses et les Cévennes). Il est important de préserver ces espaces avant qu'il ne soit trop tard.